

La démocratie les pattes en l'air et la laïcité par terre !

L'élection présidentielle américaine de 2020 a un côté archaïque qui laisse pantois. Déjà en 2016, l'avance de Hillary CLINTON en nombre de voix s'est transformée en triomphe de Donald TRUMP qui pendant quatre ans a chamboulé la démocratie. Et ça risque de recommencer puisque l'avance en voix de Joe BIDEN ne garantit pas qu'il ait le nombre de grands électeurs requis.

En effet, ce qui compte aux Etats-Unis dans ce cas d'élections fédérales ce sont les grands électeurs ! Si dans un des états (sauf deux ou trois) où la population permet d'avoir par exemple six grands d'électeurs, un des candidats a la majorité des suffrages même d'une voix, il emporte la totalité des six grands électeurs : il n'y a pas de proportionnelle dans l'élection présidentielle et cela fausse le vote populaire.

Il est vrai que la légitimité du président de la République française tient au fait qu'il a été élu avec un peu plus de 15 à 20 % des électeurs inscrits, score obtenu au 1^{er} tour ...

Puisque nous sommes en France, restons-y !

Les chefs d'établissement et leurs adjoints d'un certain département français viennent de recevoir une attestation de déplacement signée d'un secrétaire général académique dont le rôle consiste à veiller à la propreté, à la sûreté, au bon fonctionnement des services du DASEN ; et voilà, que par un coup de baguette magique cet employé départementalo-académique est devenu l'employeur des personnels de direction ! Doit-on s'étonner que la « hiérarchie » de l'Education nationale aille ainsi à vau-l'eau ? Elle fait n'importe quoi, recrute hors-concours des analphabètes qui s'arrogent des droits qu'ils n'ont pas et pondent des textes contraires à la loi.

Ainsi, dans l'enseignement professionnel le **Code du Travail**, certes gravement modifié par la Macronie, est passé aux oubliettes au bénéfice de circulaires alambiquées se référant « **au droit du travail applicable localement** » (*sic* !) venant d'on ne sait où ...

Les syndicats officiels ne réagissent pas, de même qu'ils ont laissé, sans mot dire, s'accomplir la fin de la représentation paritaire.

La démocratie en prend plein la figure, sans compter le conseil de défense, anticonstitutionnel, qui précède le conseil des ministres et qui, parce que le gouvernement a échoué à gérer la crise sanitaire, prend des mesures de restriction des libertés publiques et individuelles. Ce qui entraîne un ministre à se permettre d'injurier ce qui reste de la représentation nationale.

Ce serait pourtant là l'occasion de lui réclamer la réouverture de tous les lits confisqués et de remettre en état tous les hôpitaux fermés par lui et chacun de ces prédécesseurs durant ces vingt dernières années d'économie libérale.

Ce stupide libéralisme qui n'assure jamais ni notre autonomie, ni notre indépendance, ni ...nos libertés, un comble ! Nous payons lourdement et par nos vies et par nos santés le prix de ces sacrifices idéologiques nommés : « économies budgétaires ».

Capitalismus delendus est.